

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 4 septembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PECHINEY BATIMENT

Les Fontagneux
73870 Saint-Julien-Mont-Denis

Code AIOT : 0010700358

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2025 dans l'établissement PECHINEY BATIMENT implanté Les Fontagneux 73870 Saint-Julien-Mont-Denis. L'inspection a été annoncée le 02/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PECHINEY BATIMENT
- Les Fontagneux 73870 Saint-Julien-Mont-Denis
- Code AIOT : 0010700358
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'ancienne décharge des Fontagneux se situe sur la commune de Saint Julien Montdenis, en bordure de l'Arc (rive droite), à 4,5 km à l'Est de Saint Jean-de-Maurienne. La décharge a pris place sur des matériaux du cône torrentiel, en bordure de l'Arc.

Dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 20 juin 1996, la décharge a principalement été exploitée par la société Aluminium Péchiney de 1978 à 2003 pour le stockage de résidus de production de

son usine de Saint-Jean-de-Maurienne, à l'exception de quelques tonnes de réfractaires provenant de la société Pechiney Hermillon. La décharge contient à ce jour une quantité d'environ 140 000 tonnes de déchets, dont les différents types sont :

- des briques et blocs réfractaires provenant des fours à anodes et des poches de coulée qui transportaient l'aluminium liquide,
- des brasques issues du démontage des cuves d'électrolyse de l'alumine,
- déchets de carbone (balayures du coke, déchets d'anodes, brai),
- des déchets d'alumine (balayures d'électrolyse constituées d'alumine fluorée, dalles filtrantes usagées),
- des boues de fluorure de calcium et de chaux éteinte,
- des déchets divers (déchets d'emballages, déchets métalliques, déchets de démolition).

L'arrêté préfectoral du 28 février 2003 a interdit les dépôts de déchets sur la décharge à compter du 30 juin 2003 et prescrit la remise en état du site conformément aux dispositions du code de l'environnement alors applicables (cessation d'activité). Dans ce but, il a été demandé à l'exploitant de remettre :

- une étude sur la mise en place d'une couverture semi-perméable composée de fines de calcaire et d'une couverture définitive susceptible d'être végétalisée,
- une étude sur l'efficacité de l'ouvrage de protection contre les crues existant, sur la base d'une crue centennale, proposant le cas échéant des travaux de renforcement,
- un programme de surveillance de cet ouvrage.

L'arrêté du 21 octobre 2004 a autorisé la société Aluminium Pechiney à réaliser les travaux de réhabilitation dans les conditions définies dans le rapport INGEOS. En synthèse, les actions suivantes ont été réalisées dans le cadre de la réhabilitation de la décharge :

- le remodelage du dépôt permettant d'assurer :
 - o la stabilité géotechnique à long terme des talus (travail des pentes de la décharge à 26,6°, création d'un ouvrage de soutènement en terre armée avec parement minéral),
 - o l'accès au site via la création de voies d'accès pour le contrôle et l'entretien de la décharge,
 - o un écoulement gravitaire des eaux de ruissellement vers l'extérieur du dépôt, tout en prévenant les risques d'érosion.
- la mise en œuvre d'un dispositif de couverture comprenant du haut vers le bas :
 - o d'une couche de 20 à 30 cm de matériaux végétalisables (composée de 80 % de matériaux 0/30 et 20 % d'amendement organique),
 - o d'une couche de 30 cm de matériau drainant,
 - o d'une couche de 40 cm de fines de calcaire sur la partie sommitale de la décharge,
 - o d'une couche de réglage de 10 cm en matériaux 0/30 mm.
- la mise en place d'une protection hydraulique par enrochement sur un linéaire d'environ 365 m (enrochement liaisonné sur une hauteur d'environ 10 m, équipé de barbacanes et d'un géotextile entre le massif de déchets et l'enrochement).

Les visites d'inspection du 23 août 2006 et 29 janvier 2014 ont permis de constater la réalisation effective des travaux de réhabilitation du site prescrits à l'exploitant par les arrêtés préfectoraux du 28 mars 2002 et 21 octobre 2004. La décharge a été mise en sécurité par rapport aux risques hydrauliques, jusqu'à une crue centennale, et la couverture mise en place limite l'infiltration de l'eau, le lessivage des déchets et l'impact environnemental de la décharge.

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

La visite d'inspection a permis le contrôle des protections mis en place par l'exploitant et leurs tenues aux crues du torrent Saint-Julien notamment celle de 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi de la décharge de Fontagneux	Arrêté Préfectoral du 28/02/2003	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En synthèse, la visite a permis de constater que l'exploitant a connaissance de l'érosion présente à l'ouest du site et a, à ce titre, initié en fin d'année 2024 un travail d'investigation sur ces phénomènes d'érosion visant à définir les mesures éventuellement à mettre en œuvre. Le résultat de ces investigations sera établi en septembre/octobre 2025. A l'heure actuelle, le massif de déchets n'est pas touché par l'érosion nous permettant donc de conclure ni à une pollution actuellement présente, ni imminente.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi de la décharge de Fontagneux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2003
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la décharge de Fontagneux
Prescription contrôlée : Surveillance des ouvrages de protection contre les crues de la décharge.
Constats : Suite à une alerte de madame la sous-préfète de Maurienne, la visite d'inspection a permis de constater l'état de la décharge vis-à-vis des phénomènes d'érosion auxquels elle est en proie au niveau du torrent de Saint Julien. Concernant la problématique érosion constatée par Madame la sous-préfète, voici les éléments apportés par l'exploitant. La décharge fait l'objet d'un suivi annuel géotechnique consistant en un contrôle visuel de l'état des enrochements et du massif de déchets en général. Conscient de l'érosion croissante au niveau du torrent de Saint Julien (côté est de la décharge), l'exploitant a entrepris des investigations approfondies de l'état des enrochements en fin d'année 2024. Les résultats de cette inspection réalisée par un bureau d'étude spécialisée seront établis courant septembre 2025 vraisemblablement et donneront une liste de préconisation, voire d'actions à conduire. Lors de la visite, il a été constaté en effet le phénomène d'érosion mais celui-ci s'opère sur un remblai qui ceinture la décharge (voir photo en annexe). C'est-à-dire que le massif de déchets en tant que tel n'est pas touché par l'érosion (il reste plusieurs mètres d'épaisseur entre le remblai qui s'érode et le massif de déchets) et il n'y a pas à ce jour de risque prégnant de pollution de l'eau, ni de déstabilisation de la décharge.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Nous demandons à l'exploitant de nous transmettre les conclusions relatives aux investigations approfondies menées par l'exploitant et initiées fin 2024. Nous pourrions, si la nécessité se présentait, prescrire les préconisations du bureau d'étude dans un arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite

Annexe

Planche photographique



Photo prise lors de la visite le 24 juillet 2025.